Social

Education. Nuits des écoles, occupations de classes... les parents d'élèves ne se sont jamais autant et si longtemps mobilisés. Une coordination nationale a lieu aujourd'hui à Montpellier.

UN BONNET D'ÂNE POUR LES REFORMES DARCOS

La participation des parents d'élèves au monde de l'éducation n'est pas nouvelle. Elus dans les conseils d'école, les conseils d'administration des collèges et lycées, les conseils départementaux de l'Education nationale, ils se manifestent d'habitude surtout en début d'année pour s'opposer aux fermetures de classes ou demander de nouveaux postes.

Il est cependant des périodes où ils s'invitent plus ouvertement dans les débats. C'est le cas depuis le mois de novembre et si la situation n'est pas inédite, la durée du mouvement est une première.

Les premières actions d'importance initiées par les parents d'élèves ont succédé à la journée de mobilisation des enseignants du 20 novembre. Avec pour motivation principale les suppressions de postes : 13 500 annoncées pour 2009, qui s'ajoutent aux 11 200 déjà supprimés en 2008...

Près de trois mois plus tard, le bouillonnement reste très important, tourné globalement contre les réformes Darcos de la maternelle au lycée.

Des dizaines de collectifs

Des dizaines de collectifs sont nés, certains se sont réunis dans un « collectif des parents et salariés de l'Education nationale » qui organise aujourd'hui sa troisième assemblée générale nationale (après Villeurbanne et Paris) à Montpellier avec l'idée *« de fédérer toutes les initiatives locales et de leur donner un écho »*, indique l'Héraultais Benoît Guerrée.

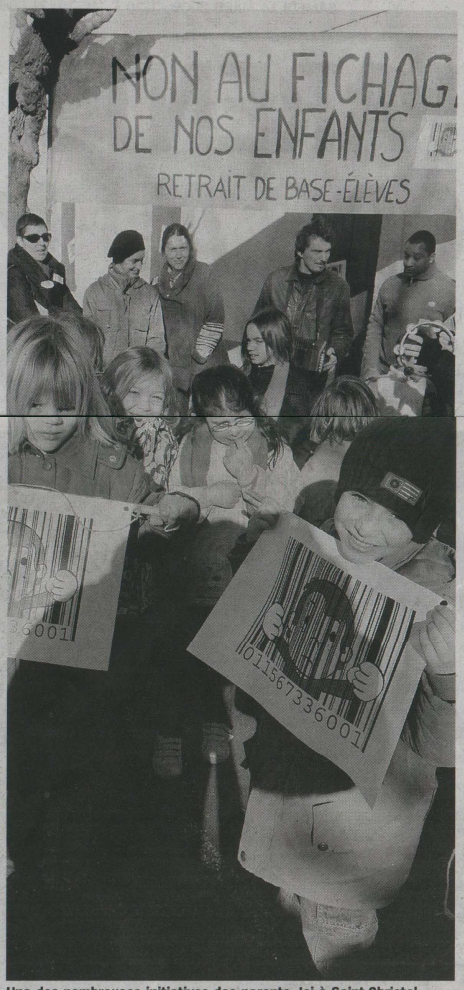
Très fort en décembre - on se rappelle les manifestations aux flambeaux de Marseille, ou les premières nuits des écoles - le mouvement est aujourd'hui inégal. Il s'est un peu essoufflé dans certains endroits quand le ministre de l'Education nationale a reculé sur la réforme du lycée et après qu'il a réduit de moitié les suppressions de postes des Rased (réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficulté). Mais dans certains départements, comme l'Hérault, la mobilisation s'est accrue en soutien aux enseignants désobéisseurs. Les parents se sont retrouvés sur le refus d'environ 2 000 instituteurs d'appliquer les réformes Darcos et notamment la fameuse aide personnalisée, mesure inégalitaire et inapplicable qui montre du doigt certains élèves, sans qu'une véritable aide leur soit apportée. Ce qui a sans doute insufflé un nouveau dynamisme, en particulier dans l'Hérault, c'est l'acharnement de l'administration contre Bastien Cazals, directeur d'une école maternelle à Saint-Jean de Védas auteur d'une lettre de refus à Nicolas Sarkozy.

Problèmes de remplacement

En janvier toujours, se sont déroulées les évaluations des élèves de CM2 qui portaient sur le programme de l'année entière qu'évidemment les élèves n'avaient pas étudié. Dans nombre d'écoles, craignant une mise en concurrence des écoles entre elles, des parents ont empêché la tenue des évaluations, certains ont même dérobé les tests. Cette action initiale, la FCPE ne l'a pas soutenue. *« Cependant, nous avons demandé aux enseignants qu'ils ne donnent les résultats des évaluations qu'aux parents et aux enfants, ce qui bloque le système,* rappelle Catherine Belhomme, responsable de cette fédération qui s'inquiète, comme de plus en plus de parents, *« d'un fichage des enfants qui commence à faire peur. »* L'autre sujet qui inquiète beaucoup la FCPE est un problème de remplacement. *« Je connais une classe où les gamins n'ont quasiment jamais vu de prof de technologie depuis le début de l'année. »* Enfin, une grosse bataille se livre actuellement sur l'embauche dans les collèges et lycées des fameux « médiateurs de réussite scolaire » censés lutter contre l'absentéisme des élèves. Dans les conseils d'administration, la FCPE, comme le SNES, la CGT ou l'Unsa, s'y opposent. *« Ils sont censés faire le travail des assistantes sociales et des conseillers principaux d'éducation, mais c'est un métier. Or ils ont cinq jours de formation et des contrats très précaires alors qu'ils sont censés aller dans les familles. »*

Le 29 janvier, les parents étaient déjà forts nombreux dans la rue. Voilà qui augure d'une forte mobilisation jeudi.

A.M.



Une des nombreuses initiatives des parents. Ici à Saint-Christol.
PHOTO REDOUANE ANFOUSSI

Quand les parents s'en mêlent

Commentaire

Quand les profs refusent une réforme, le ministre répond : immobilisme, pré carré, corporatisme... et autant de gentillesses censées faire comprendre à l'opinion publique que les enseignants s'arc-boutent sur leurs privilèges et leur train-train.

Quand les étudiants ou les lycéens font de même, on sous-entend qu'ils sèchent un peu facilement les cours. Et généralement qu'ils n'ont rien compris à la magnifique réforme en cours.

Mais quand les parents s'y mettent, ce genre de raisonnement tient moins. Or, depuis novembre, ceux-ci ont été particulièrement vigilants à décrypter la soif inextinguible de réformes libérales du ministre Darcos.

La plupart des parents ont immédiatement compris que moins de profs ce n'est pas bon pour les enfants, que moins d'école maternelle pour les tout-petits sauf si l'on paie, ça ne va pas dans le sens d'un progrès social, que moins d'enseignants spécialisés ne concourre pas à la lutte contre l'échec scolaire.

De là à soutenir, notamment dans l'Hérault, la lutte des enseignants désobéisseurs, à refuser le fichage précoce des élèves, la concurrence entre écoles par le biais des évaluations des CM2, il n'y a eu qu'un pas qu'ont franchi nombre de parents. Et ce n'est pas pour plaire en haut lieu que cette riposte qui s'organise à la sortie des écoles.

ANNIE MENRAS

Repères

32
départements étaient représentés lors de la dernière assemblée des collectifs de parents dont les Bouches du Rhône, l'Hérault et le Vaucluse.

5 000
médiateurs de scolaires doivent être embauchés par l'Education nationale. Dans les conseils d'administration, les parents FCPE s'y opposent.

1500
enseignants en Rased ont été rétablis dans leur fonction sur les 3 000 supprimés au départ après la grève du 20 novembre et la mobilisation des parents.

2,8
millions d'exemplaires du « Guide à l'usage des parents » a été distribué après les vacances par le ministère de l'Education nationale en maternelle.

60 000
enseignants, étudiants, lycéens mais aussi beaucoup de parents ont encore manifesté mercredi pour la défense de l'école de la maternelle à l'université.